



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Source photo : ici.radio-canada.ca



COMMENT RESTAURER DURABLEMENT LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

LE DÉBAT DE WATHI

Paix et Sécurité

Note introductive

COMMENT RESTAURER DURABLEMENT LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

1. Pourquoi ce thème ?

- **Parce que** l'Afrique de l'Ouest et son voisinage immédiat ont connu une succession de guerres civiles depuis les indépendances : la guerre du Biafra au Nigeria de 1967 à 1970, la guerre civile en Guinée-Bissau de 1998 à 1999, deux guerres civiles au Libéria, en 1989-1996 et en 1999-2003, deux guerres civiles en Côte d'Ivoire en 2002-2004 et en 2010-2011, une guerre de plus de dix ans en Sierra Leone entre 1991 et 2002.
- **Parce que** plusieurs pays de la zone WATHI (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Nigeria, Cameroun) connaissent depuis 2012 une grave détérioration de la sécurité et une montée des violences résultant de crises politiques profondes, de rébellions armées, d'actes terroristes revendiqués par des groupes armés se réclamant du jihadisme, de tensions entre communautés sur fond d'absence ou d'incapacité des Etats, d'exactions commises par des forces de sécurité contre des populations civiles, menaçant la stabilité de l'ensemble de cette partie du continent africain
- **Parce que** les violences que connaissent les pays d'Afrique de l'Ouest sont d'une grande variété et que les conflits dans les différents pays font intervenir de multiples facteurs qui se chevauchent et se nourrissent souvent: identitaire, politique, séparatiste, idéologique, économique, comme le montrent les cas de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Mali, du Nigeria, du Tchad, du Cameroun, du Sénégal (Casamance)...
- **Parce que** les attaques terroristes qui étaient rares en Afrique de l'Ouest pendant des décennies sont devenues l'une des formes de violence les plus meurtrières dans la région, comme le montrent les statistiques du Global Terrorism Index qui avait identifié Boko Haram comme le groupe terroriste le plus meurtrier au monde en 2014, devant l'Etat Islamique en Irak et en Syrie, et comme l'attestent les données du programme de recherche de The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)) qui fournit des statistiques précises sur les violences politiques
- **Parce que** le nombre de menaces sécuritaires s'accroît dans la région, à l'exemple du Burkina Faso, où 125 atteintes à la sécurité ont été enregistrées entre le 1er juillet et le 15 septembre 2018, soit près du double du nombre d'atteintes enregistré sur l'ensemble de l'année 2017 selon le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.
- **Parce que** de nouveaux facteurs d'insécurité se développent dans la région: entre le 1er janvier et le 23 novembre 2018, 82 actes de criminalité maritime et de piraterie ont été

signalés dans le golfe de Guinée, notamment au large du Nigeria, du Bénin, du Togo et du Ghana. Les autres facteurs croissants d'insécurité sont le terrorisme, les trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains, la criminalité liée au pétrole.

- **Parce que** la zone WATHI a connu plus de 50 coups d'Etats ou tentatives de coups d'Etats en Mauritanie, en Guinée, au Mali, au Nigéria, au Libéria, en Gambie, au Ghana, au Tchad, en Sierra Leone, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso. La récurrence des coups d'Etats est un symptôme d'instabilité politique et de fragilité sécuritaire comme en Guinée-Bissau où cinq coups d'Etat militaires ont été perpétrés au cours de la dernière décennie, et où aucun président élu n'avait jusque-là achevé son mandat.
- **Parce que** des forces de maintien de l'ordre et des armées régulières ont été et continuent d'être responsables dans plusieurs pays de la région de violences graves sur des populations civiles, parfois meurtrières, lors des manifestations de l'opposition en Guinée, de manifestations estudiantines au Sénégal, de marches de protestation en Gambie, pendant des périodes électorales ou dans le contexte de lutte contre des groupes armés au Nigéria, au Cameroun, au Mali ou au Burkina Faso
- **Parce qu'**entre 2000 et 2013, 18 opérations de paix ont été menées par les organisations internationales et régionales dans la zone WATHI selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, sans réussir à stabiliser durablement la situation sécuritaire dans la région.
- **Parce que** les conflits violents ont un effet négatif sur la croissance économique, découragent les investissements étrangers et locaux et sont des facteurs de régression économique et sociale et de délitement de la cohésion nationale et de perte de confiance des citoyens dans les Etats. Les conflits armés coûtent environ 18 milliards de dollars par an à l'Afrique selon l'étude intitulée « Les milliards manquants de l'Afrique ».
- **Parce que** les conflits provoquent l'accroissement des migrations forcées en Afrique de l'Ouest. Plus de 230 660 Nigériens ont quitté le Nigeria en 2018 pour se réfugier au Cameroun, au Tchad et au Niger selon le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Dans le bassin du lac Tchad, on comptait plus de 2,4 millions de personnes déplacées en octobre 2018, contre 2,3 millions en octobre 2017. Ce sont autant de vies brisées ou fortement contrariées d'adultes, de jeunes et d'enfants de la région.
- **Parce que** les situations de guerres et d'insécurité sont invariablement le théâtre des violations les plus graves des droits des femmes. Elles sont victimes d'enlèvements, de détentions arbitraires, de restrictions de leur liberté de circulation, de diverses formes de châtiment corporel et de violences sexuelles par les forces de défense et de sécurité censées les protéger ou par des groupes armés irréguliers.
- **Parce que** les perspectives de paix, de sécurité et de stabilité dans la région sont intimement liées à toutes les autres questions cruciales pour l'avenir de chacun des pays et de l'ensemble de la région: la diversification des économies, l'éducation et l'emploi des jeunes dans le contexte de forte croissance démographique, la qualité de la gouvernance politique, la décentralisation, la lutte contre les inégalités régionales, la réforme des systèmes de sécurité...

Quels sont les principaux sujets à explorer ?

- Quels sont les principaux facteurs de conflits et de violence en Afrique de l'Ouest ?
- Quels sont les mécanismes de gestion des conflits au niveau national et au niveau régional ? Sont-ils efficaces ? Faut-il les améliorer ?
- Comment accroître le rôle de la société civile pour le rétablissement, la consolidation et la pérennisation de la paix dans la région ?
- Quel est le rôle des médias dans la promotion de la paix dans les pays de la région ?
- Quel est l'état des mécanismes de justice transitionnelle ? Quel doit être leur avenir ?
- Comment lutter contre l'impunité, garantir la justice et des institutions étatiques fortes face aux menaces à la paix ?
- Comment lutter contre les causes économiques, démographiques, climatiques, politiques, sociales et historiques des conflits en Afrique de l'Ouest ?
- Comment prévenir les violences ethniques, intercommunautaires, religieuses en Afrique de l'Ouest ?
- Que faut-il faire pour garantir des climats propices à la tenue d'élections pacifiques en Afrique de l'Ouest ?
- Quelles sont les meilleures idées pour défaire la marginalisation continue des femmes dans les processus de paix et politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel ?
- Quel doit être le rôle des armées nationales dans les processus de paix de leurs pays ?
- Quel est le niveau d'implication des organisations régionales dans le processus de paix dans les pays en situation de crise en Afrique de l'Ouest ?
- La multiplicité des acteurs impliqués dans la défense de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest est-elle un avantage ou un frein à l'atteinte de leur objectif ?
- Que faut-il réformer pour assurer une bonne gouvernance du secteur de la sécurité des pays de la région ?
- Quelles stratégies contre la cybercriminalité, la piraterie au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest et les menaces sécuritaires transfrontalières ?
- Où trouver les ressources financières pour conduire les opérations de paix dans la région ? Comment gérer ces ressources ?
- Quels sont les mécanismes les plus adaptés en matière de maintien et consolidation de la paix pour les pays de la région ?

3. Comment participer au débat ?

- Les contributions des experts des questions débattues sont bienvenues mais les observations, témoignages, points de vue et propositions de tous les citoyens le sont tout autant.
- Nous souhaitons recevoir en particulier des articles qui font référence à un ou des pays précis, s'appuient sur des exemples et qui font émerger des propositions de réforme.
- Vous pouvez soumettre des articles courts (500 à 1000 mots) ou plus longs (1500 à 2000 mots). La taille maximale des contributions est de 2000 mots. Les articles courts ont cependant plus de chances d'être sélectionnés et publiés par le WATHI. Tous les articles doivent être accessibles au grand public, structurés et soignés.
- Vous pouvez aussi envoyer des commentaires, observations et recommandations sans devoir rédiger un article structuré à l'adresse suivante infowathi@wathi.org. Les contributions les plus pertinentes seront publiées sur le site.
- Vous pouvez également nous faire part de vos expériences et de vos propositions de réforme en envoyant un court enregistrement audio ou vidéo.
- Nous vous invitons à accompagner la soumission de votre article ou de votre enregistrement audio/vidéo d'une biographie de 50 mots maximum et, de préférence, d'une de vos photos de très bonne qualité.

CONTACTS

www.wathi.org

Envoyez vos articles et contributions à l'adresse: infowathi@wathi.org

Le débat se passe aussi sur les comptes Facebook et Twitter de WATHI :

Lien vers Facebook : <http://on.fb.me/1L2kOSk>

Lien vers Twitter : https://twitter.com/WATHI_Africa

Lien vers LinkedIn : <http://bit.ly/2otcXHq>